

# Duel d'ultimatums autour de l'indépendance

ESPAGNE Le leader indépendantiste a répondu à Madrid... sans vraiment répondre

► Le leader indépendantiste Carles Puigdemont n'a pas renoncé à une possible déclaration unilatérale d'indépendance de la région.  
► Le Premier espagnol, Mariano Rajoy, lui a donné jusqu'à jeudi matin pour le faire, faute de quoi il prendra des mesures.

MADRID  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Carles Puigdemont n'a pas tranché. Dans la lettre qu'il lui avait adressée mercredi dernier, Mariano Rajoy exigeait du président du gouvernement catalan de lui répondre si « oui ou non » il avait déclaré unilatéralement l'indépendance de la Catalogne dans le discours qu'il avait prononcé le 10 octobre, devant le parlement régional. De cette réponse dépendrait, avait expliqué le Premier ministre espagnol, une possible application de l'article 155 de la Constitution espagnole, qui permet à l'exécutif central de suspendre - totalement ou partiellement - l'autonomie de la riche région de 7,5 millions d'habitants. Puigdemont avait jusqu'à 10 heures lundi matin pour répondre. Il l'a fait peu avant la fin de l'ultimatum, avec une missive qui n'a pas comblé les attentes de Madrid.

Le leader indépendantiste y défend le dialogue - « la priorité de son gouvernement » - dans un délai de deux mois et laisse la

porte ouverte à une médiation, afin que « toutes les institutions et personnalités internationales, espagnoles et catalanes qui ont exprimé la volonté d'ouvrir une voie de négociation puissent l'explorer ». Puigdemont invite aussi Mariano Rajoy à une réunion « le plus rapidement possible » pour « trouver les premiers accords » entre Barcelone et Madrid. C'est

l'une des deux demandes formulées par le Premier ministre au chef de l'exécutif catalan, qui a également souhaité « que la répression contre le peuple et le gouvernement de Catalogne prenne fin », en référence, entre autres, aux poursuites judiciaires contre plusieurs responsables indépendantistes.

## Pressions à gauche

Le dialogue et la médiation restent à l'ordre du jour pour les indépendantistes mais, derrière la main tendue, le chef du gouvernement séparatiste n'entend pas remettre en cause, comme il l'a écrit à Mariano Rajoy, le « mandat démocratique » confié par « plus de deux millions de Catalans » pour « déclarer l'indépendance » lors du référendum du 1<sup>er</sup> octobre, malgré sa suspension par la justice espagnole et les irrégularités qui ont émaillé le vote.

Puigdemont a-t-il le choix ? S'il fait marche arrière, c'est-à-dire s'il renonce à l'indépendance, il s'attirera les foudres d'une partie des séparatistes qui voient déjà d'un mauvais œil sa volonté de dialogue avec Madrid. Ainsi, la CUP, la petite formation d'extrême gauche qui le soutient au parlement, lui a demandé hier de « proclamer la république de Catalogne comme instrument d'autodéfense » face à une possible

suspension de l'autonomie de la région. Son numéro deux au sein du gouvernement, Oriol Junqueras, a, lui, évoqué dimanche le dialogue avec Madrid à condition qu'il serve à la « construction de la république ».

En répondant de manière évasive à la demande de Rajoy, Puigdemont prétend préserver ses troupes... et se donner un peu de temps. Ce qui n'a pas manqué d'agacer Madrid. « Ce n'était pas très compliqué de répondre par oui ou par non », a critiqué la vice-présidente du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria. Dans ces conditions, le gouvernement a refusé de répondre favorablement à l'offre de dialogue des séparatistes, même si Mariano Rajoy, dans une lettre de réponse à Puigdemont, a invité le président du gouvernement catalan à venir s'expliquer devant le congrès des députés de Madrid. Le Premier ministre espagnol lui a également accordé un nouveau délai, qui expire jeudi à 10 h, pour expliquer s'il a déclaré l'indépendance « avec la clarté que tous les citoyens exigent ».

Si Puigdemont ne répond pas favorablement, Rajoy a promis de « rétablir la légalité dans la région ». Autrement dit, il appliquera le désormais fameux article 155 de la Constitution espagnole. A moins d'un improbable retournement de situation, le gouvernement espagnol n'aura sans doute pas le choix. On imagine mal, pour les raisons évoquées plus haut, Puigdemont jeter l'éponge d'ici jeudi. Les autorités de Madrid, pas franchement enthousiastes à l'application d'une disposition légale jamais utilisée en 40 ans de démocratie, devront alors mettre en marche

la suspension de l'autonomie de la Catalogne. Une décision aux conséquences inconnues, et qui risque d'alimenter encore les tensions entre la Catalogne et le reste de l'Espagne. ■

GUILLAUME BONTOUX

## POLICE

### Sous contrôle judiciaire

Josep Lluís Trapero, le chef des Mossos d'Esquadra, la police catalane, a été placé lundi sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter le pays et l'obligation de se présenter tous les 15 jours devant un tribunal, dans le cadre d'une enquête pour « sédition ». La justice lui reproche la non-assistance des policiers catalans aux agents de la garde civile qui réalisaient des perquisitions dans des locaux du gouvernement catalan, les 20 et 21 septembre, dans le cadre de l'opération visant à démonter la logistique du référendum d'autodétermination. Des milliers de personnes avaient tenté d'empêcher les gardes civils de sortir des immeubles perquisitionnés. La juge d'instruction en charge de l'enquête a par ailleurs ordonné le placement en détention de deux responsables d'associations indépendantistes pour avoir organisé ces manifestations.

G.BX